

# Le Retrait des Emirats Arabes Unis de l'OPEP+ : une simple dispute sur des Quotas ?

Dr. Abdelaziz NACER, membre du Club Energy

## Introduction

Le 28 avril 2026, les Émirats Arabes Unis (EAU) ont annoncé leur retrait de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), une décision rendue effective le 1er mai 2026. Que peut entraîner une telle décision présentée comme la défense de « l'intérêt national », sur la viabilité de l'OPEP+ comme instrument de régulation collective du marché pétrolier mondial ? Elle intervient dans un contexte de guerre en Iran et de blocus du détroit de Hormuz, et est le résultat d'une convergence de facteurs techniques, économiques, politiques et stratégiques de long terme.

Les EAU ne sont pas membre fondateur, mais ils sont depuis 1971 un membre important de l'organisation du fait qu'ils détiennent 6,40% des réserves mondiales de pétrole (113 milliards de barils en 2025) et se positionnent à la quatrième place des producteurs de l'OPEP+.

Par cette décision, les EAU manifestent leur intention de ne plus être soumis aux quotas de production imposés par l'OPEP+ et entendent produire le plus de pétrole possible dès que la situation dans le Golfe persique aura retrouvé sa normalité.

Comment interpréter cet événement et quelles conséquences peut-il avoir sur le marché pétrolier international ?

## I. Quelles sont les motivations probables ?

Loin d'être une décision impulsive, ce retrait est, en fait, le point culminant de divergences profondes qui se sont aggravées au fil des années.

### 1. Le Coût Insupportable de s'astreindre à un Quota

La motivation première d'ordre technico-économique réside dans le coût insupportable de l'alignement sur les quotas.

*Un investissement colossal bridé* : Les EAU, via leur compagnie nationale Abou Dhabi National Oil Company (ADNOC), ont investi 150 milliards de dollars sur la période 2023-2027 pour augmenter leur capacité de production.

- *Capacité vs. Quota* : Grâce à ces investissements, la capacité de production des EAU approche les 5 millions de barils par jour (mb/j). Cependant, les dernières allocations OPEP+ limitaient leur production à environ 3,2 à 3,5 mb/j. Cela représente un écart d'environ 1,5 mb/j de capacité installée et inutilisée.

- *Un manque à gagner massif* : Avec un prix du Brent largement au-dessus de 100 \$/baril en raison du conflit, laisser 1 à 1,5 mb/j dans le sol représente pour les EAU une perte de revenus potentielle estimée à environ 3 milliards de dollars par mois. Comme l'a déclaré le ministre de l'Énergie, Souhail Al Mazrouei, les EAU "ne souhaitent pas être liés par une quelconque organisation" limitant leur production.

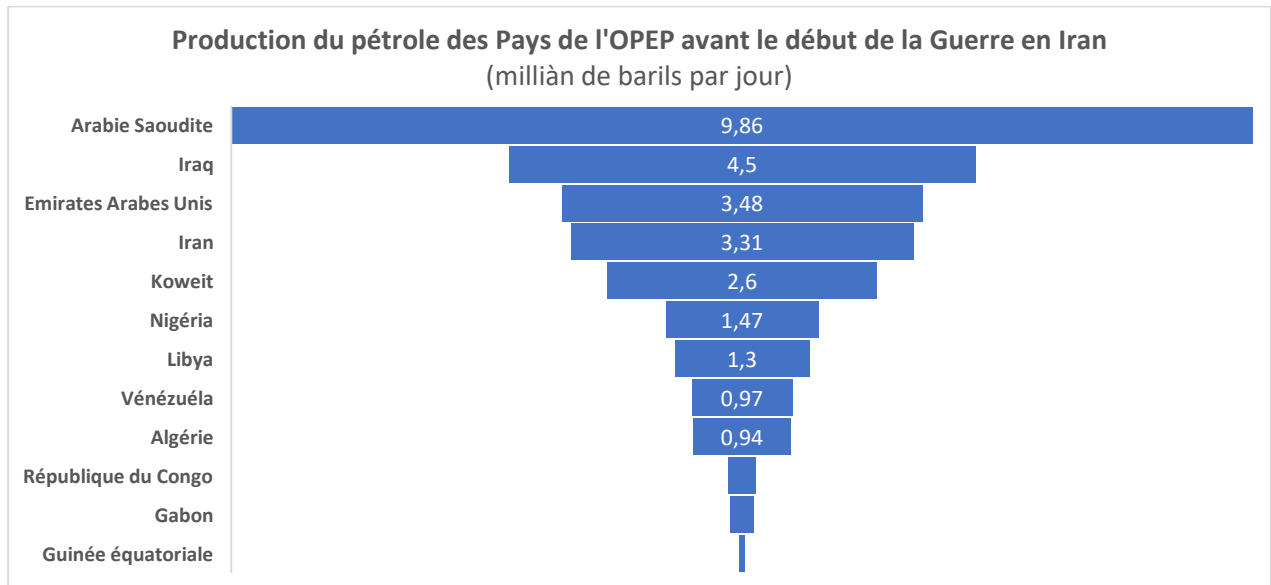
### 2. La Divergence Stratégique : Part de Marché contre Maintien des Prix

Cette fissure sur les quotas reflète une divergence stratégique fondamentale avec les autres membres notamment avec le leader de l'OPEP, l'Arabie Saoudite, sur la vision à long terme du marché pétrolier. *L'Arabie Saoudite se concentre sur les prix et les EAU sur les parts de marché.*

- *Stratégie des EAU* : La course à la part de marché avant le déclin. Convaincus que la demande mondiale de pétrole atteindra un pic prochainement, les EAU cherchent à monétiser leurs réserves

le plus rapidement possible. Leur stratégie est de maximiser les volumes de vente produits à très faible coût maintenant, avant que la transition énergétique ne réduise structurellement la demande.

- *Stratégie Saoudienne* : La défense des prix pour l'équilibre budgétaire. L'Arabie Saoudite, qui dépend beaucoup plus fortement des revenus pétroliers pour financer son budget et ses mégaprojets (Vision 2030), a un intérêt vital à maintenir les prix du baril à un niveau élevé, quitte à réduire sa production.



### 3. La Politique et la Géopolitique

Les divergences sont aussi la résultante des tensions politiques croissantes entre Abou Dhabi et Riyad qui ont contribué à la décision, et le conflit avec l'Iran a servi de catalyseur décisif.

- *Des intérêts régionaux divergents* : Depuis des années, les EAU et l'Arabie Saoudite ont des positions de plus en plus éloignées sur des dossiers régionaux clés, notamment la guerre au Yémen, la politique envers Israël, et l'attitude à adopter face à l'Iran.

- *Le conflit iranien comme catalyseur* : La guerre avec l'Iran a exacerbé ces tensions. Les EAU, qui ont été la cible de plus de 2200 attaques de drones et de missiles depuis le début du conflit, ont été extrêmement déçus par ce qu'ils perçoivent comme une réponse "faible" et trop prudente de la part de Riyad et du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) face à l'Iran. Cette perception d'être laissés seuls face à une menace existentielle a définitivement achevé leur volonté de maintenir une solidarité de façade au sein de l'OPEP.

- *L'atout de Fujairah* : La géographie a offert une opportunité unique. Les EAU disposent de l'oléoduc stratégique d'Abou Dhabi qui permet d'acheminer jusqu'à 1,8 mb/j directement vers le port de Fujairah, sur le golfe d'Oman, détournant ainsi le détroit du Hormuz qui paralyse les exportations de la plupart des pays du Golfe.

### 4. La Vision Économique Post-Pétrole : Un Besoin Urgent de Capitaux

La décision du retrait s'inscrit dans la stratégie de diversification économique accélérée des EAU, bien plus avancée que celle de leurs pairs de la région.

- *La dépendance réduite au pétrole* : Le pétrole ne représente plus qu'environ 25 % du PIB des EAU, contre 40 à 50 % pour l'Arabie Saoudite. Des secteurs comme le tourisme, l'aviation, la logistique, la finance et les nouvelles technologies sont devenus les piliers de l'économie, en particulier à Dubaï.

- *Le financement de la transition* : Pour les EAU, le pétrole est un moyen de financer leur transition vers une économie post-pétrole. Augmenter la production et les revenus pétroliers est perçu comme un impératif pour alimenter les investissements colossaux dans l'intelligence artificielle, les énergies renouvelables et les infrastructures qui assureront leur prospérité future. Laisser des réserves inexploitées, c'est risquer de laisser des actifs irrémédiablement perdus.

## II. Quelles sont les conséquences de la décision du retrait ?

### 1. Pour l'OPEP et l'OPEP+

Le départ des EAU risque d'affaiblir l'OPEP+ compte tenu de son poids dans la politique des prix. Il s'agit de la première défection importante depuis la création de l'OPEP+.

- *La perte de contrôle* : La part de marché contrôlée par l'OPEP pourrait chuter d'environ 30 % à 26 %, ce qui réduit mécaniquement sa capacité à influencer les prix mondiaux.
- *Le risque de contagion* : La plus grande crainte de l'OPEP° est un "effet domino". Si la stratégie de sortie des EAU est un succès, elle pourrait inciter d'autres membres frustrés par les quotas (comme l'Irak ou certains producteurs africains comme le Nigeria) à suivre le même chemin, menaçant l'existence même de l'organisation.
- *La concentration des risques* : La capacité inutilisée (spare capacity) du monde se concentre désormais encore plus entre les mains de l'Arabie Saoudite, rendant le marché plus vulnérable à tout risque politique futur dans le royaume.

### 2. Pour le Marché Pétrolier

- *À court terme (2026)* : L'impact est limité. Le blocus d'Hormuz restreint toutes les capacités d'exportation de la région, y compris une partie de celle des EAU en mer. Même avec le port de Fujairah, la capacité d'évacuation par oléoduc est limitée. Le marché reste donc principalement dicté par la guerre.
- *À moyen et long terme (2027 et au-delà)* : C'est là que l'impact sera le plus fort. Une fois les tensions apaisées et le détroit d'Hormuz rouvert, les EAU, libérés de leurs contraintes, pourront rapidement augmenter leur production d'au moins 1 mb/j. Wood Mackenzi prévient que cela "augmente le risque qu'une offre excédentaire affaiblisse les prix", et qu'une véritable guerre des parts de marché pourrait éclater, poussant les prix du baril nettement à la baisse. JP Morgan et d'autres analystes estiment que les prix à moyen terme seront structurellement plus bas qu'anticipé.

## III. Quelles sont les interrogations légitimes sur ce retrait subite ?

Ce retrait suscite des questionnements dont nous tenterons de donner quelques réponses.

### 1. La part du pétrole dans l'économie des EAU et le niveau des investissements post-pétrole

- *Le secteur non-pétrolier représente environ 75 % du PIB des EAU.* Cette dépendance est bien plus faible que celle de leurs voisins.
- *Les Investissements post-pétrole* : Les EAU ont approuvé un important plan d'investissement pour le secteur amont pétrolier sur 2023-2027 mais le montant approuvé finance l'ensemble de la stratégie de croissance d'ADNOC, et pas uniquement cet objectif spécifique.

Leur stratégie vise explicitement à utiliser les revenus pétroliers pour financer l'économie de l'après-pétrole. Une stratégie nationale de diversification massive et prioritaire vers les énergies renouvelables, l'intelligence artificielle, l'aviation, la logistique et les services.

### 2. Le Niveau des tensions avec la direction de l'OPEP+ et l'autonomie recherchée

- *Les tensions sont historiques et profondes.* La crise de 2021 est rappelée comme un moment clé où les EAU ont publiquement et durement contesté leur quota de référence, provoquant une quasi-paralysie de l'OPEP+ et l'ire du ministre saoudien de l'Énergie.
- *L'autonomie est la raison d'être du retrait.* Le ministre Al Mazrouei a clairement indiqué que cette décision n'a pas été concertée avec l'Arabie Saoudite ni avec les membres de l'OPEP+ et qu'il s'agit d'une "décision de souveraineté totalement indépendante". L'objectif est d'aligner la production sur les conditions du marché et les intérêts nationaux, et non sur un consensus collectif.

### 3. Les pays qui ont déjà quitté l'OPEP avant les EAU

Cette décision a connu des précédents mais cette fois-ci c'est un gros calibre qui quitte l'organisation.

**L'Angola** : membre depuis 2007 a quitté l'organisation au 1er janvier 2024. L'Angola constitue une grande zone d'exploration, principalement menée par les grandes compagnies pétrolières de l'OCDE.

**Le Qatar** : A quitté l'OPEP en janvier 2019 pour se concentrer sur la production de gaz naturel.

**L'Indonésie** : A suspendu sa membresie à plusieurs reprises, la dernière en date est en décembre 2016.

**Le Gabon** : **Avait quitté l'organisation en 1995 avant d'y revenir en juillet 2016.**

**L'Équateur** : **A quitté en 1992, revenu en 2007 et reparti en 2020.**

#### **4. La capacité de l'OPEP+ à coordonner sa politique**

Le départ des EAU complique et affaiblit la coordination de l'OPEP+. Wood Mackenzie note que cela *"augmente le défi pour l'OPEP+ d'équilibrer le marché"* et accroît le risque d'une offre excédentaire. La responsabilité de stabiliser le marché (le rôle de *"Swing Producer"*) se déplacera encore davantage vers les producteurs non-OPEP, en particulier les producteurs de schiste américains, qui reprendraient ainsi un rôle plus central.

#### **5. La réaction des pays membres de l'OPEP+**

La décision des EAU a été un choc pour l'alliance, mais plusieurs membres clés se sont rapidement manifestés pour réaffirmer leur engagement.

**L'Algérie** a été le premier pays à réagir, réaffirmant "fermement" son adhésion à l'OPEP et à l'OPEP+, qu'elle considère comme des "cadres essentiels pour la stabilité du marché pétrolier mondial". Alger a historiquement défendu l'OPEP comme mécanisme de stabilité. Sa position est de préserver la cohésion, éviter une guerre des parts de marché et défendre les prix.

**La Russie**, partenaire clé de l'OPEP+ aux côtés de l'Arabie saoudite, a également exprimé son soutien. Le Kremlin a déclaré continuer à considérer l'OPEP+ comme un mécanisme efficace pour équilibrer les marchés énergétiques en précisant *« l'enjeu principal reste le prix du baril, pas la structure institutionnelle »*.

**L'Arabie saoudite**, n'a pas fait de déclaration officielle immédiate. Riyad a adopté une posture stratégique de *« containment »* sans doute pour maintenir la discipline collective. Le royaume s'est joint à d'autres membres clés lors d'une réunion en ligne le 3 mai pour la première décision post-départ qui s'est soldée par une accélération d'une mini-hausse symbolique de production (+188 kb/j pour juin) afin de montrer que l'alliance reste fonctionnelle.

**L'Irak** : inquiétude silencieuse, Bagdad est probablement le plus préoccupé, à cause d'un budget ultra-dépendant du Brent, la difficulté chronique à respecter ses quotas et la peur d'un précédent institutionnel.

**Le Koweït** : alignement saoudien, avec une position de soutien intégral à l'Arabie Saoudite. Le Koweït reste un membre discipliné et n'a aucun intérêt à une fragmentation.

**Le Kazakhstan (OPEP+)** : Un cas très sensible à cause des dépassements récurrents des quotas. Bien que cité comme un candidat potentiel à un départ, a assuré par l'intermédiaire de son ministère de l'Énergie n'avoir aucun plan pour changer sa relation avec l'OPEP+.

#### **6. Qui pourrait être le prochain à quitter l'OPEP ?**

Plusieurs pays qui, pour diverses raisons, pourraient envisager de suivre l'exemple des Émirats arabes unis et ce suite à leur mécontentement face aux quotas de production imposés par l'OPEP+ et au manque à gagner. On peut citer le Kazakhstan, l'Irak, le Nigéria, le Venezuela, le Koweït et enfin le Bahreïn.

#### **7. Qui ne quittera pas l'OPEP + ?**

Il est improbable que l'Arabie Saoudite, la Russie, le Koweït, l'Algérie et l'Iran quittent car ce sont les piliers de l'architecture de l'OPEP+, qui sont pour la défense des prix.

## 8. Analyse stratégique sur la discipline future de l'OPEP+

Le départ des EAU est moins important en volume qu'en signal institutionnel. Après le départ de l'Angola en 2024, celui des EAU change l'équation :

**Avant** : OPEP = discipline imparfaite mais crédible

**Après** : OPEP = discipline plus fragile + risque de fragmentation

Le vrai test sera la réouverture complète du détroit d'Hormuz, le retour à la normalisation logistique et la capacité des EAU à augmenter librement leur production.

Si Abou Dhabi réussit à monétiser sa sortie (plus de volumes + revenus élevés), cela peut créer un précédent.

### Conclusions

Les autorités émiriennes ont invoqué « *une vision de long terme et l'évolution de leur profil énergétique* » et que leur acte de retrait privilégiant les « *intérêts nationaux* » devenus en totale contradiction à cause de l'insoutenabilité de leur capacité de production massivement développée et des règles collectives devenues trop contraignantes.

S'agit-il d'un tournant majeur, symbolisant le passage d'un marché pétrolier géré par une organisation historique à un marché plus fragmenté et concurrentiel ? et même s'il n'entraîne pas l'effondrement de l'OPEP+, il pourrait augmenter la probabilité d'une volatilité accrue des prix à l'avenir, avec un biais baissier à moyen terme une fois les crises géopolitiques résolues.

On peut dire que ce retrait est aussi le symptôme d'une transformation profonde du paysage énergétique mondial, où les stratégies nationales de diversification et les réalignements géopolitiques peuvent prendre le pas sur la discipline collective des organisations OPEP/OPEP+, et par conséquent bien plus qu'une simple dispute sur des quotas.

La guerre en Iran va probablement marquer le marché pétrolier international. Plus que jamais, son fonctionnement fera face à l'alternative proposée par Sadek BOUSSENA lors de sa conférence de décembre 2025 au Club Energy, entre d'une part, un marché régulé par l'OPEP+ (qui ne veut pas de prix bas) avec l'accord implicite des Etats-Unis (qui veulent défendre leur pétrole de schiste) et d'autre part un marché totalement ouvert à la concurrence entre producteurs qui risquerait de provoquer une chute des prix à 50 \$/b voir 40 \$/b. Le retrait des Émirats Arabes Unis de l'accord OPEP+ serait-il un prélude à cette deuxième éventualité ?

L'auteur tient à remercier sincèrement **M. Sadek BOUSSENA** pour ses observations judicieuses et ses commentaires constructifs qui ont grandement contribué à enrichir ce travail.

### Références :

<https://www.argusmedia.com/zh/news-and-insights/latest-market-news/2820691-opec-members-back-group-after-uae-exit-update>

<https://www.cnstock.com/commonDetail/708806>

<https://news.futunn.com/post/72339410>

<https://www.thefridaytimes.com/01-May-2026/quotas-capacity-opec>

<https://gulfbusiness.com/en/2026/finance/new-uae-equity-portfolio-targets-long-term-growth-sectors/>

<https://oilprice.com/Energy/Energy-General/UAE-Break-With-OPEC-Puts-African-Crude-Exports-At-Risk.html>

<https://www.worldpipelines.com/special-reports/30042026/wood-mackenzie-uae-exit-rattles-opecs-grip-on-the-oil-market-and-increases-risk-of-medium-term-oil-price-decline-from-2027-as-market-share-competition-emerges/>

<https://www.jwview.com/jingwei/html/04-29/669025.shtml>

[https://www.ndtvprofit.com/world/uae-exits-opec-the-reason-why-11436764?pfrom=home-business\\_opinion](https://www.ndtvprofit.com/world/uae-exits-opec-the-reason-why-11436764?pfrom=home-business_opinion)